

CHAPITRE 7 - La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux (1973-1991)

COURS 1. Les mutations de l'économie mondiale (années 1970-1980) (p. 226-227)

Quelles transformations connaît l'économie dans les années 1970-1980 ?

A - Chocs monétaires et chocs pétroliers

1. La fin du système de Bretton Woods

À partir des années 1970, l'économie américaine est fragilisée par les coûts de la guerre du Vietnam, les importations pétrolières et une baisse de la productivité des entreprises. La balance commerciale est négative pour la première fois depuis 1893. Pour faire face à ces difficultés, le président Nixon décide en août 1971 de suspendre la convertibilité or-dollar instaurée par le système de Bretton Woods depuis 1944 (→ chapitre 4), puis de dévaluer la monnaie américaine. En effet, la baisse de la valeur de la monnaie rend les produits américains moins chers sur les marchés étrangers.

En 1976, les accords de la Jamaïque officialisent le système des changes flottants : les monnaies ne sont plus définies sur le poids de l'or mais les unes par rapport aux autres (→ p. 225). L'instabilité monétaire crée l'incertitude chez les entrepreneurs qui limitent leurs investissements.

2. La fin du pétrole bon marché

La croissance économique de l'après-guerre est portée par une énergie bon marché. Les pays producteurs cherchent à bénéficier davantage de la rente pétrolière et ouvrent des négociations avec les grandes compagnies afin d'augmenter les prix du baril.

Lors de la guerre du Kippour en 1973 (→ chapitre 5), les membres de l'OPEP décident d'augmenter les prix du baril puis limitent les exportations pétrolières afin de faire pression sur les alliés de l'État d'Israël (États-Unis, Pays-Bas...). Si ces restrictions prennent fin en 1974, les prix du baril demeurent instables. Un deuxième choc pétrolier lié à la révolution iranienne entraîne une nouvelle montée des prix du baril en 1979.

B - Les effets de la crise

1. Le tournant brutal de l'économie

Pour la première fois depuis 1945, un retournement de conjoncture économique produit un ralentissement général de la croissance (autour de 2 %) et la récession dans certains pays industrialisés. En 1975, le PIB recule de 0,5 % aux États-Unis, de 1,23 % au Japon et de 2,5 % au Royaume-Uni.

Si la décision des pays pétroliers inverse le rapport de domination économique Nord-Sud dans le domaine de l'énergie, elle aggrave en même temps la situation des pays du tiers-monde qui ne sont pas producteurs de pétrole. Ces derniers se voient contraints de s'endetter massivement pour éviter la faillite.

2. La dépendance énergétique en question

Les chocs pétroliers permettent une prise de conscience de la dépendance énergétique des pays développés. L'heure est aux programmes d'économies d'énergie, la vitesse sur les autoroutes est limitée, les premières journées sans voiture se mettent en place en Belgique ou en Suisse.

3. Les manifestations de la crise

L'augmentation de la facture énergétique favorise l'inflation. De ce fait, la consommation s'amenuise, l'activité économique stagne, le chômage monte, entraînant un phénomène inédit de stagflation.

Les pays occidentaux sont confrontés à la désindustrialisation. Le chômage s'installe de manière durable dans les pays développés, atteignant en moyenne 9 % de la population active au début des années 1980.

C - Les réponses à la crise

1. Les solutions monétaristes

Les États industrialisés tentent d'abord de stabiliser le cours de leur monnaie. La lutte contre l'inflation devient une priorité par le contrôle du déficit budgétaire et une politique de réduction des dépenses. Cette politique monétariste limite les dépenses liées aux prestations sociales et aggrave les effets de la crise au sein des sociétés.

Pour mieux affronter les variations du dollar, les pays de la CEE décident de renforcer leur coopération monétaire avec le Système monétaire européen en 1979.

2. De nouvelles politiques anti-crise

À partir de 1980, les économistes néolibéraux désignent la trop grande intervention de l'État dans l'économie comme une entrave au développement. Margaret Thatcher applique leurs recommandations au Royaume-Uni dès 1979. Aux États-Unis, Ronald Reagan, décide de favoriser les entreprises et la production par des mesures de dérégulation et d'allègements fiscaux mais maintient les investissements de l'État dans le secteur de l'enseignement, de la défense ou encore pour aider les entreprises à adopter les nouveaux outils informatiques.

La dérégulation des marchés financiers est mise en œuvre, provoquant une intense spéculation qui débouche sur des crises boursières (1987).

3. La nouvelle donne économique mondiale

Les entreprises des pays développés souffrent aussi de la forte concurrence des industries étrangères car l'heure est au libre-échange mondial et régional (création d'un marché unique européen à partir de 1986) et au niveau mondial. Le commerce international n'a cessé d'augmenter au cours des années 1970, les exportations mondiales passant de 579 milliards de dollars en 1976 à 1 838 milliards en 1983. L'amélioration des moyens de transport avec la généralisation du conteneur, l'adoption de l'informatique, la dérégulation financière ont favorisé les investissements des entreprises multinationales pour produire dans les pays où les salaires sont bas.

La politique d'ouverture et de modernisation entreprise par Deng Xiaoping lors de son arrivée au pouvoir en 1978 permet à la Chine de bénéficier de ces investissements étrangers, notamment dans les ZES (faibles droits de douane, libre

rapatriement des investissements, impôts réduits) et de connaître une forte croissance économique.

L'HISTOIRE EN QUESTIONS. Le choc pétrolier de 1973 est-il une rupture historique ? (p. 228)

Doc 1 p. 228 : La hausse brutale des prix du pétrole provoque la crise

Lorsque la guerre¹ commença, on évoqua vaguement dans notre gouvernement la possibilité d'un embargo² pétrolier. [...] Le 16 octobre, l'OPEP abandonna la lente augmentation des prix pétroliers au profit d'une hausse brutale. Par une initiative sans précédent et sans aucune discussion avec les consommateurs, six États du Golfe relevèrent unilatéralement de 70 % les prix affichés du pétrole – de 3,01 à 5,12 dollars. Les membres arabes de l'OPEP, réunis au Koweït, convinrent le lendemain de réduire leur production de 5 % et de continuer de la diminuer de 5 % par mois jusqu'à ce qu'Israël accepte d'évacuer tous les territoires arabes occupés. Le 18 octobre, l'Arabie Saoudite annonça qu'elle irait au-delà du quota³ convenu en réduisant son extraction de 10 % jusqu'à ce que les conditions arabes sur le Moyen-Orient soient satisfaites.

Ces baisses de production, quel que fût leur but politique, soutinrent la hausse des prix et rejetèrent les bases d'augmentations encore plus dramatiques. [...] Réunis à Téhéran les 22 et 23 décembre, les ministres de l'OPEP firent passer le prix du pétrole de 5,12 à 11,65 dollars par baril – un relèvement de 128 % en plus de la hausse d'octobre de 70 % : en l'espace de 2 mois, le prix du pétrole avait augmenté de 387 %.

Il est maintenant évident que cette décision fut un des tournants de l'histoire de ce siècle. [...] C'était un coup colossal frappant balance des paiements, croissance économique, emploi, stabilité des prix et cohésion sociale. La décision de Téhéran

coûta également aux pays en voie de développement plus que l'intégralité des programmes d'aide étrangère que leur accordaient les démocraties industrielles. [...].

Tous les pays concernés, y compris les producteurs eux-mêmes, durent affronter des changements véritablement sismiques de leurs structures intérieures.

Henry Kissinger, Les Années orageuses, © Librairie Arthème-Fayard,
1982 pour la traduction française.

1. Guerre du Kippour : guerre de l'Égypte et de la Syrie contre Israël en octobre 1973.
2. Mesures de restriction sur la libre circulation des marchandises.
3. Quantité limitée déterminée à l'avance par un règlement.

Doc 3 p. 229 : 1973, la fin d'un monde

Ce « choc pétrolier » n'en symbolise pas moins une sorte d'acte II de la décolonisation. Avec le poids des pays exportateurs de pétrole et la montée des puissances industrielles asiatiques, la mondialisation apparaît de moins en moins comme un phénomène organisé par les grandes puissances occidentales, [...] elle semble devenir une dynamique autonome et de plus en plus incontrôlable.

1973 marque ainsi le premier coup d'un « choc du global » des années 1973-1985, véritable basculement du monde. [...] On a souvent paresseusement attribué au choc pétrolier la responsabilité de la crise économique, du ralentissement de la croissance [...], de la montée du chômage et du déficit des finances publiques. [...] La réalité est plus complexe, car le « modèle fordiste¹ » de croissance et d'accumulation du capital accusait déjà des signes d'essoufflement à la fin des années 1960 et au début des années 1970. [...]

Le gouvernement Nixon abroge unilatéralement en août 1971 la parité or-dollar, mettant fin aux accords de Bretton Woods². Cela ouvre l'ère des taux de change flexibles et favorise le retour en force de la finance spéculative. [...] Le choc pétrolier favorise également la prise de conscience quant aux contraintes matérielles et aux limites écologiques du modèle de croissance des décennies d'après-guerre.

Christophe Bonneuil, « 1973, un monde ouvert et épuisé » dans
P. Boucheron (dir.), Histoire mondiale de la France, Seuil, 2017.

1. Modèle fondé sur la production et la consommation de masse.

2. Voir chapitre 4, p. 132

POINT DE PASSAGE. Ronald Reagan et Deng Xiaoping : deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme (p. 230-231)

Comment les politiques menées aux États-Unis et en Chine influent-elles sur le fonctionnement de l'économie mondiale ?

Doc 2 p. 230 : Le programme économique néolibéral de Ronald Reagan

Le tableau que je viens de vous brosser est sombre, mais je crois que les couleurs sont fidèles. Il est en notre pouvoir de le modifier et nous pouvons agir dans cette espérance.

Je vous demande de vous joindre à moi pour réduire de 41 400 millions de dollars les dépenses directes du gouvernement fédéral au cours de l'exercice budgétaire à venir. [...] Étroitement associé à l'ensemble du plan de compressions budgétaires, il existe un programme non moins important prévoyant une réduction du taux de l'impôt.

Au cours des récentes décennies, l'Amérique a connu une véritable prolifération des réglementations. [...] Le résultat ne s'est pas fait attendre, et nous avons assisté à la hausse des prix, à la montée du chômage et au fléchissement du taux d'augmentation de la productivité. [...] Si nous voulons juguler l'inflation, nous devons ralentir le développement de notre masse monétaire.

Ronald Reagan, discours au Congrès des États-Unis, 20 février 1981.

Doc 3 p. 230 : Le bilan mitigé de l'action de Ronald Reagan

L'Amérique est en paix et paraît prospère. [...] Il y a, bien sûr, l'envers du décor : l'Amérique de 1988 est dure aux faibles. Les pauvres sont restés pauvres ou n'ont eu droit qu'à quelques miettes du gâteau, et certains quartiers, au cœur des plus grandes villes du pays, offrent un spectacle indigne de la première puissance mondiale. [...] L'inflation a été réduite, le chômage ramené à un niveau remarquablement bas (sauf pour les Noirs), mais la drogue a été promue au rang d'ennemi public numéro un. Enfin, l'administration a tiré bien des traites sur l'avenir, laissant s'accumuler une dette colossale et de graves déficits budgétaires et commerciaux [...].

Le rôle de l'État n'a pas vraiment diminué. [...] La plupart des Américains subissent, au total, autant de prélèvements, la hausse des cotisations sociales (et des taxations locales) ayant compensé, et au-delà, la diminution des impôts.

« L'héritage en trompe l'œil de Ronald Reagan », Le Monde,

3 novembre 1988.

Doc 5 p. 231 : Le programme des « Quatre Modernisations »

Nous voici encore une fois à un tournant de l'histoire de la Chine. En 1978, nous avons lancé un vaste programme que nous appelons les « Quatre Modernisations ».

[...] Pour nous autres Chinois, il s'agit là, en un sens bien réel, d'une nouvelle révolution ; et c'est une révolution socialiste. [...] Nous ne voulons pas du capitalisme, ce que nous voulons, c'est une société dont l'économie soit prospère. [...]

La Chine a maintenant adopté une politique d'ouverture sur le monde [...]. Il n'existe aucun pays où le processus de modernisation se soit déroulé dans un isolement total. [...] Au sein du système socialiste, une économie de marché et une économie fondée sur la planification de la production peuvent coexister et il est possible d'établir entre elles une coordination.

Discours de Deng Xiaoping devant le Comité central communiste, 1979.

COURS 2. La fin de la guerre froide (1975-1991) (p. 232-233)

Comment comprendre la fin de la guerre froide et de l'URSS ?

A - Les transformations des relations internationales (1975-1984)

1. Les deux Grands face à des difficultés internes

En 1976 lorsque Jimmy Carter est élu président, les États-Unis sont en difficulté après leur échec au Vietnam et sont contestés au sein même du continent américain (progression du communisme au Nicaragua en 1979). Ils subissent également la crise économique.

Des alliés de l'URSS connaissent aussi de fortes contestations. En Pologne, le syndicat Solidarnosc organise en 1980 des grèves massives pour demander la liberté syndicale. Dans ce pays catholique, le soutien au mouvement du pape polonais Jean-Paul II encourage la contestation. Alors qu'une intervention soviétique est redoutée, les dirigeants polonais choisissent de proclamer l'état de guerre (décembre 1981) et d'interdire Solidarnosc.

2. Le regain de tensions entre les deux superpuissances

Les difficultés internes amènent l'URSS à conduire une politique offensive sur le plan extérieur : l'aide aux pays du tiers-monde s'accroît (Angola, Éthiopie) tandis qu'une intervention militaire en Afghanistan est lancée en 1979, pour maintenir les communistes afghans au pouvoir.

La crise des euromissiles (1977-1983) replace l'Europe au cœur de l'affrontement Est-Ouest. En réponse aux missiles de portée intermédiaire (SS 20) installés à l'Est

par l'URSS, l'OTAN déploie des Pershing II en 1983, rétablissant un équilibre des forces.

De son côté, Ronald Reagan annonce le lancement de l'« Initiative de défense stratégique » (IDS) et multiplie les initiatives militaires (débarquement de la Grenade en 1983, raid sur la Libye en 1986).

3. Une nouvelle donne internationale

En Europe, les années 1974-1975 permettent à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne de sortir de longues dictatures et de rejoindre la CEE (en 1981 pour la Grèce, en 1986 pour la péninsule Ibérique).

Au Moyen-Orient, les États-Unis soutiennent les accords de paix entre l'Égypte et Israël (1978). En Iran, le régime autoritaire soutenu par les États-Unis est renversé. Avec l'ayatollah Khomeini, l'islamisme triomphe et une République islamique est proclamée (1979), plongeant de nouveau le pays dans la dictature.

B - Réformer et désarmer pour sauver l'URSS (1985-1989)

1. Blocages et réformes

Incapable de se réformer, le système soviétique est miné de l'intérieur et l'échec du modèle politique, économique et social est complet. La rupture entre le gouvernement et la société s'accroît.

Gorbatchev arrive au pouvoir en 1985. Il est décidé à réformer le système en profondeur afin d'éviter la faillite de l'URSS. Pour redresser la situation et améliorer le quotidien des populations, il instaure la Perestroïka et la Glasnost.

Très populaire en Occident, sa politique engendre la suspicion de la nomenklatura qui craint de perdre ses privilèges, alors que la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (1986) inquiète sur les difficultés du régime.

2. Le désarmement : Gorbatchev, « champion de la paix »

Cette recherche d'apaisement se traduit aussi par une campagne d'envergure lancée en faveur du désarmement. Gorbatchev négocie pour la première fois des accords de désarmement avec les États-Unis : les accords de Washington sur le démantèlement des euromissiles sont signés en 1987 et le traité START sur la réduction des missiles intercontinentaux en 1991.

3. La fin de l'expansionnisme et de la surveillance du bloc

Partout dans le monde, l'URSS cesse de soutenir les gouvernements et les mouvements communistes ; les troupes soviétiques se retirent d'Afghanistan (1988-1989).

La fin de la « doctrine Brejnev » (ou doctrine de la souveraineté limitée) suscite un grand espoir en Europe de l'Est. Mais elle inquiète aussi les dirigeants qui craignent que cette libéralisation de l'URSS ne mène à des contestations plus larges.

C - Les bouleversements de 1989-1990

1. La fin des démocraties populaires et la réunification allemande

À partir de 1989, les régimes communistes, privés du soutien soviétique, s'effondrent brusquement dans toute l'Europe de l'Est. Le processus est tantôt pacifique et négocié (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie), tantôt violent (Roumanie,

Yougoslavie). Le rideau de fer tombe en septembre 1989 lorsque la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche.

La chute du mur de Berlin, le 9 novembre, est le point de départ de la réunification des deux Allemagnes, négociée le 3 octobre 1990.

2. La disparition de l'URSS

La Glasnost libère les revendications nationalistes dans les républiques soviétiques qui réclament leur indépendance. Contesté à la fois par ceux qui veulent aller plus loin dans les réformes et ceux qui lui reprochent de détruire le système, Gorbatchev perd tout soutien intérieur et paraît de plus en plus dépassé par les événements.

Les 15 républiques qui constituaient l'URSS, y compris la Russie menée par Boris Eltsine, proclament une à une leur indépendance. Gorbatchev démissionne de ses fonctions le 25 décembre 1991 : l'URSS cesse d'exister.

3. La Chine, dernière puissance communiste

L'ouverture économique chinoise décidée en 1979 ne se traduit pas par une libéralisation politique ; le contrôle interne et autoritaire du Parti communiste se maintient : le mouvement de la place Tiananmen, sur laquelle des étudiants pékinois se mobilisent durant sept semaines en revendiquant des réformes, est durement réprimé par le pouvoir le 4 juin 1989.

DOCUMENTS. 1978-1979 : l'Iran et la révolution islamique

(p. 234-235)

Doc 1 p. 234 : Une révolution politique

Le peuple a donné son avis sur [Mohammad-Rezâ¹]. Il a dit son mot. Il est simple : « Nous ne voulons pas de toi ». [...] Aviez-vous sincèrement voté pour ces députés qui sont au Parlement en votre nom, en tant que vos représentants, ou est-il vrai que vous ne les connaissiez même pas quand ils étaient élus ? [...] Un tel Parlement n'est-il pas illégal ? Le Sénat est illégal. Le shâh² est illégal. Le Parlement est illégal. [...]

Le shâh s'est enfui après avoir fait faillite dans tous les domaines. Il a ruiné l'économie, l'industrie et l'agriculture du pays pour enrichir l'Amérique. Il nous faudra 20 ans pour redresser ces secteurs. Et ce gouvernement qui se dit légal est, lui aussi, illégal. Il a ruiné l'homme iranien. [...] Il y a plus de bars et de débits de boissons à Téhéran que de librairies. Nous ne sommes pas contre le cinéma, mais contre la pornographie. Nous ne sommes pas contre le modernisme, mais nous combattons ses aspects sauvages et immoraux. Nous ne sommes pas contre la télévision, le cinéma et la modernisation, mais nous sommes contre l'impérialisme. Nous ne sommes pas contre la liberté des femmes, mais nous sommes contre la prostitution. Nous ne sommes pas contre la coopération avec l'étranger, mais nous voulons être maîtres chez nous. [...] Pendant plus de 50 ans, le pays a été étouffé. Personne n'avait le droit de parler contre le régime.

Extraits du discours de l'ayatollah Khomeini au « cimetière des martyrs »
de Téhéran, 1^{er} février 1979.

1. Dernier shâh (roi) d'Iran qui a régné de 1941 à 1979.

2. « Roi » en persan.

Doc 3 p. 234 : L'islam au fondement du droit

La Constitution, le Code civil et le Code judiciaire ne peuvent s'inspirer que des lois islamiques contenues dans le Coran et transcrites par le Prophète, et elles seules doivent être appliquées scrupuleusement. [...] Le gouvernement islamique est soumis à la loi de l'islam qui n'émane ni du peuple ni des représentants, mais directement de Dieu. Gouverner signifie uniquement mettre à effet les lois coraniques, autrement dit les lois divines. Ces lois doivent être obéies et exécutées par tous, sans exception, et sans contestation. La loi divine s'applique au chef et au subordonné, à l'employeur et à l'employé. [...] Tout pouvoir laïque, quelle que soit la forme sous laquelle il se manifeste, est forcément un pouvoir athée, œuvre de Satan ; il est de notre devoir de l'enrayer et de combattre ses effets. [...] C'est aussi le devoir de tous les musulmans du monde, dans tous les pays musulmans, de mener la révolution politique islamique à la victoire finale.

Ayatollah R. Khomeini, Principes politiques, philosophiques, sociaux et religieux, éditions Hallier, 1979.

Doc 5 p. 235 : Le quotidien d'une femme dans l'Iran de la révolution islamique

Shirin Ebadi, née en 1947, est la première femme à avoir exercé la fonction de juge en Iran. Elle obtient le prix Nobel de la paix en 2003.

Je me rappelle les années 1980, quand un grand nombre de mes amis et parents commencèrent à quitter le pays, découragés par les pluies de bombes de la guerre contre l'Irak et par les contrôles de la police des mœurs qu'avait établis le gouvernement islamique, encore nouveau. [...] Lorsque j'entrai dans le plus haut tribunal du pays et que les nouvelles autorités révolutionnaires me dirent que les femmes ne pouvaient plus être juges, je restai. Je restai lorsque les autorités me rétrogradèrent à la fonction de greffière dans le tribunal même que j'avais présidé. Je me bouchai les oreilles lorsque les révolutionnaires qui avaient pris en charge le système judiciaire affirmèrent en ma présence que les femmes étaient inconstantes, indécises et inaptés à rendre la justice, qui serait désormais le travail des hommes. Je restai au moment où les avions de guerre irakiens réduisirent à l'état de décombres les maisons de notre rue. Je restai lorsque les nouvelles autorités déclarèrent que l'islam exigeait une justice violente, que l'islam permettait que de jeunes hommes et femmes soient mis à mort sur des toits et pendus à des grues pour leurs convictions politiques, leurs cadavres jetés dans des charniers.

Shirin Ebadi, Iranienne et libre, La Découverte, 2006.

DOCUMENTS. La transition démocratique au Portugal après 1974

(p. 236-237)

Doc 2 p. 236 : Les objectifs du nouveau régime

Si la population est dans son ensemble joyeuse, si les manifestations du 1^{er} mai ont marqué dans la fête l'écroulement du régime, il faut dire que le changement politique n'est pas allé très loin. En réalité, le pouvoir a changé de mains, mais il ne semble pas avoir beaucoup changé de nature. Les mesures prises sont importantes, mais elles sont loin d'être suffisantes [...]. Le Portugal est donc engagé sur plusieurs voies : la conservation des « acquis », qui semble satisfaire une partie considérable du nouveau personnel politique ; la liquidation de la guerre coloniale, à laquelle tient avant tout le Parti socialiste, qui y a délégué un de ses dirigeants les plus prestigieux ; la transformation de l'appareil économique, amenant le Portugal à renforcer ses liens avec l'Europe, surtout le Marché commun ; enfin, la préparation des élections, qui donneront aux partis la possibilité de se substituer aux militaires sans trop de secousses.

Alfredo Margarido, « Le Portugal entre la continuité et la révolution »,

Esprit, juillet-août 1974.

Doc 3 p. 237 : Une volonté d'adhésion à la CEE

[L'adhésion à la Communauté est un] défi pour le Portugal tout d'abord, car nous n'ignorons point ni nos faiblesses ni nos difficultés présentes. Défi ensuite pour l'Europe, car en frappant à sa porte nous avons le sentiment d'exprimer le sens et la dimension européenne des changements politiques et sociaux survenus ou en train de survenir dans l'Europe du Sud. Ignorer cette réalité nouvelle ne ferait qu'élargir l'écart qui sépare encore, en termes économiques, cette Europe du Sud de l'Europe du Nord, avec tous les dangers de désintégration et de rupture pour toute l'Europe que cela ne manquerait pas d'entraîner à la longue. [...]

Nous entreprenons notre démarche européenne avec la pleine conscience de nos responsabilités et notre choix n'exclut nullement le sens des réalités, les nôtres et celles des autres. C'est pour cela que, tout en refusant tout nouveau statut autre que celui de l'adhésion à part entière avec les obligations et les droits correspondants, nous reconnaissons la spécificité que chaque candidature à l'adhésion entraîne et présuppose. L'ensemble des mesures d'austérité et de récupération économique et financière que mon gouvernement vient de prendre montrent notre volonté de mener de front nos propres efforts de redressement intérieur, lesquels devront aller de pair avec la définition d'un programme intégré de développement et de coopération avec la Communauté.

Discours de Mário Soares, Premier ministre portugais, lors de sa visite à
la Commission européenne, 11 mars 1977.

Doc 5 p. 237 : L'entrée du Portugal dans la CEE

La Communauté européenne s'est endormie le 31 décembre à dix. Elle s'est réveillée le 2 janvier à douze. Deux nouveaux membres viennent officiellement de la rejoindre, l'Espagne et le Portugal. Pas seulement 50 millions de consommateurs de plus (soit un total de 330 millions désormais dans le Marché commun), mais aussi deux jeunes démocraties et deux grands ancêtres de notre histoire. [...]

Le Portugal sera le pays le plus pauvre de la Communauté, il faudra lui venir en aide. [...]. En réalité, la communauté d'intérêt et de valeur existait déjà entre le nord et le sud de l'Europe. Elle va s'intensifier, non sans conflit bien sûr. Mais la concurrence vaut mieux que la guerre et l'on ne se dispute jamais qu'entre gens du même village. Saludos amigos!

Jean Boissonnat, « Saludos amigos ! », La Croix, 3 janvier 1986.

DOCUMENTS. 1985-1991 : Gorbatchev en échec en URSS (p. 238)

Doc 1 p. 238 : Qu'est-ce que la Perestroïka ?

« Perestroïka », cela signifie surmonter le processus de stagnation, rompre le mécanisme de freinage, créer des systèmes fiables et efficaces pour accélérer le progrès social et économique et lui donner un plus grand dynamisme.

« Perestroïka », cela signifie aussi initiative de masse. C'est le développement complet de la démocratie, l'autonomie socialiste, l'encouragement de l'initiative et des attitudes créatives, c'est aussi davantage d'ordre et de discipline, davantage de transparence, la critique et l'autocritique dans tous les domaines de notre société. C'est le respect le plus absolu pour l'individu et la prise en considération de la dignité de la personne, c'est l'intensification systématique de l'économie soviétique, le renouveau et l'épanouissement des principes du centralisme démocratique dans la gestion de l'économie nationale, l'introduction en tous lieux de méthodes économiques, le renoncement à une gestion fondée sur l'injonction et les méthodes administratives. [...] « Perestroïka », cela signifie le développement prioritaire du domaine social, avec pour objectif de satisfaire les aspirations du peuple soviétique à de meilleures conditions d'existence et de travail, à de meilleurs loisirs, à une meilleure éducation et de meilleurs soins médicaux.

Mikhaïl Gorbatchev, Perestroïka, Flammarion (1987), trad. J. Bonnefoy,
W. Desmond, 2019.

Doc 2 p. 238 : La démission de Gorbatchev

Dans une allocution télévisée, Mikhaïl Gorbatchev annonce sa démission et la dissolution de l'URSS le 25 décembre 1991.

M'adressant à vous pour la dernière fois en qualité de président de l'URSS, j'estime indispensable d'exprimer mon évaluation du chemin qui a été parcouru depuis 1985.
[...]

Le destin a voulu qu'au moment où j'accédais aux plus hautes fonctions de l'État, il était déjà clair que le pays allait mal. Tout ici est en abondance : la terre, le pétrole, le gaz, le charbon, les métaux précieux, d'autres richesses naturelles [...], et pourtant nous vivons bien plus mal que dans les pays développés, nous prenons toujours plus de retard par rapport à eux. [...] La société étouffait dans le carcan d'un système administratif de commande. Condamnée à servir l'idéologie et à porter le terrible fardeau de la militarisation à outrance, elle était à la limite du supportable. Toutes les tentatives de réforme partielle – et nous en avons eu beaucoup – ont échoué l'une après l'autre. Le pays perdait ses objectifs. Il n'était plus possible de vivre ainsi. Il fallait tout changer radicalement. [...] Je comprenais qu'entamer des réformes d'une telle envergure et dans une société comme la nôtre était une œuvre de la plus haute difficulté et, dans une certaine mesure, risquée. Mais il n'y avait pas de choix. Aujourd'hui encore, je suis persuadé de la justesse historique des réformes démocratiques entamées au printemps 1985.

Mikhaïl Gorbatchev, 25 décembre 1991.

POINT DE PASSAGE. L'année 1989 dans le monde (p. 240-241)

Pourquoi 1989 est-elle une année charnière ?

Doc 1 p. 240 : La fin de la guerre froide à Berlin

Aucun d'entre nous n'oubliera jamais cette nuit du 9 au 10 novembre durant laquelle les Berlinois ont pu pour la première fois circuler à nouveau librement dans leur ville et se serrer dans les bras les uns des autres. L'ouverture de la porte de Brandebourg et la nuit du Nouvel An ont montré au monde entier que les Berlinois sont une seule et même famille. [...] Mais ce changement ne se serait pas produit, et ne serait pas en tout cas allé si loin, s'il n'y avait pas eu deux conditions décisives.

Premièrement, la solidité de l'Alliance atlantique au cours des dures épreuves des années 1980 et la réussite du développement de l'intégration économique et politique de la Communauté européenne. [...]

Deuxièmement, la politique de réformes menées par le secrétaire général Gorbatchev et surtout sa volonté de reconnaître aux États d'Europe centrale et d'Europe du Sud-Est le droit de choisir leur propre voie. [...] Ce pas clairvoyant et courageux permet au continent européen tout entier d'espérer enfin trouver la paix et la stabilité sur la base du droit et de la liberté, sans être plus longtemps menacé par la force et par une éventuelle ingérence. Si cette politique aboutit, elle constituera l'un des actes historiques de notre temps.

Discours d'Helmut Kohl (chancelier de la RFA), 17 janvier 1990.

Doc 3 p. 240 : Une progressive sortie du communisme en Pologne

Le 4 juin 1989, des élections libres ont lieu en Pologne, remportées par Solidarnosc.

Ces élections sont le résultat de la table ronde¹, il ne faut pas l'oublier. La situation géopolitique de la Pologne n'a pas changé, comme ceux qui disposent des instruments de la force n'ont pas changé. Le prix que va devoir payer Solidarnosc pour la confiance qui lui a été accordée, c'est son travail et sa responsabilité. [...] [Nos électeurs] veulent un chemin évolutif pour passer du communisme totalitaire vers la démocratie parlementaire, de l'économie planifiée chaotique et absurde vers la loi du marché, d'une société d'esclavage vers la société civile. Sur ce chemin vers la démocratie parlementaire, qui doit être un chemin commun, il faut respecter les accords de la table ronde. Solidarnosc sera capable de le faire ; nous en attendons autant du pouvoir. Je pense personnellement qu'il faut parler avec ce partenaire qui, au début de l'année, a choisi le chemin de la table ronde, de la négociation et non celui de la répression. [...] Nous allons leur expliquer que l'alternative à la table ronde, ce peut être Tbilissi² ou Pékin, et cela nous voulons l'éviter. La Pologne n'a pas les moyens de s'offrir une guerre civile.

Extraits de l'entretien avec Adam Michnik (dirigeant de Solidarnosc),

Le Monde, 7 juin 1989.

1. Désigne les négociations entamées en février 1989 entre le pouvoir communiste et Solidarnosc.
2. Le 9 avril, la répression d'une manifestation antisoviétique fait 20 morts à Tbilissi (Géorgie).

Doc 5 p. 241 : « Relier les événements de l'est de l'Europe à ceux de la Chine »

Pierre Grosser est historien, spécialiste des relations internationales.

Si Gorbatchev méprise les réformes chinoises, les réformes gorbatchéviennes inquiètent Pékin. Elles sont tenues responsables des concessions faites par le pouvoir communiste polonais à une alliance entre ouvriers et intellectuels, à travers le syndicat Solidarnosc. Cette alliance est un cauchemar pour Pékin, où l'on s'inquiète de la tenue des premières élections libres en Pologne, le 4 juin 1989.

Des manifestants chantent en effet : « Où es-tu le Walesa¹ chinois ? » De plus, la personne de Gorbatchev est devenue un cri de ralliement pour les protestataires, de Pékin à Berlin-Est. La crise à Pékin se cristallise autour de la décision d'étudiants de se mettre en grève de la faim place Tiananmen, afin d'attirer l'attention du dirigeant soviétique, et de l'amener à peser sur le numéro un chinois, Deng Xiaoping [...]. L'appel des étudiants chinois à Gorbatchev est une humiliation pour le pouvoir chinois, de même que le spectacle des troubles devant les caméras du monde entier.

D'autre part, et en sens inverse, le choix de la répression par les dirigeants chinois à partir du 17 mai, explique dans une certaine mesure le caractère pacifique des événements de l'automne 1989 en Europe de l'Est. Tandis que sur les écrans de télévision, les images de la répression en Chine prennent le pas sur celles de la victoire historique de Solidarnosc dans les élections polonaises, Gorbatchev est choqué par cette violence, déclenchée 3 semaines après sa visite.

Il est conforté dans sa certitude qu'il ne faut pas employer la force, mais privilégier les transitions pacifiques dans le camp communiste.

Pierre Grosser, « La répression en Chine en 1989 a fonctionné comme un épouvantail pour l'Europe de l'Est », Le Monde, 4 juin 2019.

1. Dirigeant du syndicat polonais Solidarnosc.

RÉVISIONS. La modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux (1973-1991) (p. 242)

1. Les mutations de l'économie mondiale (années 1970-1980)

À partir des années 1970, l'économie mondiale connaît de fortes turbulences. La stabilité monétaire disparaît et l'inflation s'installe.

Le choc pétrolier de 1973 provoque une très forte hausse du coût du pétrole et donc des prix dans leur ensemble. Cette situation, dans les pays occidentaux, engendre la récession et la hausse du chômage. Dans les pays du tiers-monde non producteurs, les effets sont tout autant dévastateurs.

L'économie capitaliste connaît alors de profonds changements. Des politiques néolibérales sont menées dans de nombreux pays industrialisés pour retrouver la croissance (Chine, États-Unis). Elles aboutissent à une dérégulation financière, ce qui provoque des crises boursières récurrentes.

2. La fin de la guerre froide (1975-1991)

Au milieu des années 1970, les États-Unis sont en difficulté (fin de la guerre du Vietnam, crise économique, révolution islamique iranienne). L'URSS en profite pour étendre son influence, notamment dans les pays du tiers-monde (Afrique, Afghanistan). Dans le même temps, en Europe, la démocratisation progresse (Grèce, Espagne, Portugal).

L'élection de Ronald Reagan est un tournant car il entend relancer la confrontation avec l'URSS. Il dévoile ainsi son projet pour relancer la course aux armements et les États-Unis interviennent militairement dans plusieurs pays.

L'URSS, en proie à de graves difficultés économiques, met en place des réformes pour sortir le pays des problèmes. L'arrivée de Gorbatchev soulève un espoir de changement politique car dans le même temps, il négocie la limitation des armes nucléaires et se prononce pour une évolution dans les démocraties populaires désormais libres de décider de leur avenir politique.

L'année 1989 est marquée par la fin du communisme dans les pays d'Europe de l'Est. En URSS, Gorbatchev échoue, ce qui provoque la disparition de l'URSS en 1991. En Chine en revanche, le régime communiste réprime très violemment les manifestations pacifiques de la place Tiananmen.